

MOTION D'ORIENTATION **PSC - POUR UN SYNDICAT DE COMBAT**

LE BAL DES EGO

Le militantisme syndical est avant tout un COMBAT :

« *Quiconque a le pouvoir de se faire entendre a le devoir de parler* », Annie Arnaux, prix Nobel de littérature 2022

La « Thatchérisation » anime depuis des années la gouvernance française et met à genoux notre système social.

Les grèves n'ébranlent plus un pouvoir aveugle, sourd, menteur, manipulateur, tétanisé par l'extrême droite.

Que dire des gouvernances "hors-sol" qui parodient la démocratie en un pouvoir sans et contre le peuple en nous conduisant à la mort du service public.

En effet, la création du PPP (Partenariat Public-Privé), conséquence directe de la LOLF de 2001, entraîne un hold-up de l'institution républicaine ! Et de l'acronyme, il ne reste plus que le mot Privé. Pour celles et ceux qui auraient des doutes, il suffit de se référer au décret 2021-1233 du 25 septembre 2021 qui a créé un « **Contrat doctoral de droit privé** » constituant une privatisation du doctorat par les entreprises.

QUELLES PERSPECTIVES POUR NOTRE SYNDICAT ?

La loi du marché ! Voilà bien la quête d'un nouveau Graal, celle de la finance ! Les politiciens néo-libéraux font main basse sur nos retraites, profitant d'une pandémie, d'une guerre, d'une inflation galopante, pour imposer une réforme injustifiée. De même dans la recherche, cette loi insipide de la libre concurrence fait florès...

Le journal « Le Monde » du 2 février 2023, évoque « un climat délétère » à l'INRIA et ses 4500 chercheurs (Institut national de recherche en sciences et technologie, informatique et mathématiques appliquées). Il s'agit d'un euphémisme, illustrant ce qui est en train de se passer en France depuis des décennies au travers de la **science « maltraitée »**, d'une **administration en « souffrance »**, d'une **organisation en « déshérence »**,... pour reprendre les en-têtes cinglants cités par le journal... idem du "burn-out" vécu par les collègues.

Les réels objectifs idéologiques et entrepreneuriaux transforment les organismes de recherche universitaire, en services publics d'entreprises « commerciales », sous obédience privée.

Et que dire de la nouvelle éthique managériale, lorsque le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche « ordonne » au CNRS, de vendre une partie de ses locaux au géant du BTP ?

Aujourd'hui, avec la loi LPR (Programmation pluriannuelle de la recherche 2021-2030), nous assistons à l'aboutissement d'un détricotage systémique du monde universitaire français.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que le prochain Congrès pourrait être l'occasion d'une autocritique et d'une redéfinition de ce que peut être un syndicalisme militant.

Le syndicalisme, s'il veut être efficace dans l'action doit être uni dans les COMBATS, et œuvrer contre tout esprit de système et/ou d'appareil. Il doit renoncer aux négociations biaisées et déclencher ce que Henri-David Thoreau appelait lors de la guerre d'indépendance américaine : la « **désobéissance civile** » en écrivant : « *Je pense que nous devrions être des hommes, et ensuite des sujets. Il est moins souhaitable de cultiver le respect de la loi que le respect du bien moral* ».

Il est indispensable de mettre en place des objectifs et un logiciel qui ne feront pas l'impasse d'une remise en cause d'un fonctionnement fumeux et frelaté d'un ... « DIALOGUE à caractère A-SOCIAL ».

Ce dernier ne représente en rien une ALTERNATIVE SYNDICALE et obère nos espoirs et nos combats. Il masque et dissout dans l'"eau tiède", nos revendications, jamais écoutées mais toujours renvoyées à des manifestations qui ne battent que le pavé.

Au demeurant, elles anesthésient les actions de terrain et rendent le syndicalisme de plus en plus désengagé et obsolète. Les dernières élections professionnelles de décembre 2022, montrent à l'évidence le recul de la participation (6%) et une perte de représentativité électorale du syndicalisme.

D'évidence, l'action syndicale et ses enjeux se situent sur un terrain bien au-delà du champ organisationnel des appareils. L'objectif de tout pouvoir politique est d'établir une « OBEISSANCE », un respect à la conformité institutionnelle, celui d'un syndicat, est d'y être **réfractaire**.

LES CONQUÊTES SOCIALES S'OBTIENNENT DANS LES COMBATS !

Seules des actions de terrain, permettront aux syndiqué.es de pouvoir s'opposer aux hiérarchies pour mieux rétablir, restaurer et maintenir les libertés académiques.

Plus que jamais, la lutte des classes et celle contre les « castes » restent un enjeu sur les lieux de travail, afin de mieux préserver nos conquêtes sociales et Républicaines.

Hors des combats institutionnels et universitaires dont la parité, la carotte des primes cherche à nous diviser lors de la mise en place de la LPR et du système de primes RIPEC (Régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs).

Les personnels de statut second degré (Prce, Prag, Plp, Peps, Contractuels) se sont vus alloués des primes fortement minorées par rapport aux EC alors qu'ils remplissent "384 H" et au delà, sur des missions d'enseignement et parfois de direction dans nos universités.

Nous revendiquons ces exigences :

" Le Snesup exige l'égalité des primes (Ripec) et l'augmentation du point d'indice pour tous les enseignants du Supérieur. "

Dans le cadre des retraites, nous exigeons l'intégration des primes dans les salaires.

Ces objectifs devront faire partie intégrante de notre combat syndical et **permettre la mise en place d'une véritable promotion des carrières**.

PSC : L'UNIFICATION SYNDICALE EST AVANT TOUT UN COMBAT, UNE RUPTURE ANTI-LIBERALE.

Notre COMBAT doit perdurer dans des mobilisations de terrain (grèves reconductibles, blocages, assemblées générales souveraines) face aux ministères, rectorats, gouvernances universitaires et contre les réglementations, les injonctions et décisions autoritaires univoques.

Notre posture doit être radicale par rapport à la loi LPR qui n'améliore RIEN, mais au contraire, détricote et détruit notre institution, les budgets et statuts universitaires.

Résistance ! Résistons, combattons le vice démocratique ! Résistons aux amalgames d'un discours paradoxal cherchant à opposer colère et violence, violence et sécurité.

Notre courant de pensée PSC refuse toutes compromissions, il appelle les camarades à rejoindre notre engagement.

Pour sceller collectivement nos libertés, devenons acteur.es et militant.es du combat syndical.

PREMIERS/IERES SIGNATAIRES

B. Deknuydt, (Commission des conflits), G. Hugot (Commission financière), Stéphane Mounier (EC Toulon)...

3 ENCARTS :

- La loi du marché ! Voilà bien la quête d'un nouveau Graal, celle de la finance !**
- Science « maltraitée », administration en « souffrance », organisation en « déshérence »... idem du "burn-out" vécu par les collègues.**
- "Obéissance" ... est d'y être réfractaire.**

Contact : psc.snesup@gmail.com